Coproduction de la sécurité publique dans le Nord- Bénin

Le rôle des associations de chasseurs dans la lutte contre les coupeurs de
route

Issifou Abou Moumouni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/545>

DOI : 10.4000/anthropodev.545

ISSN : 2553-1719

Éditeur

APAD - Association pour l'anthropologie du changement social et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2017

Pagination : 91-112

ISBN : 979-10-93476-04-9

ISSN : 2276-2019

Référence électronique

Issifou Abou Moumouni, « Coproduction de la sécurité publique dans le Nord-Bénin », *Anthropologie & développement* [En ligne], 45 | 2017, mis en ligne le 01 novembre 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/545> ; DOI : 10.4000/anthropodev.545

La revue *Anthropologie & développement* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Coproduction de la sécurité publique dans le Nord-Bénin

Le rôle des associations de chasseurs dans la lutte contre les coupeurs de route

Issifou Abou Moumouni

Cet article explore les mécanismes de collaboration entre les forces de l'ordre et les associations de chasseurs (Dambanga) dans la lutte contre la délinquance au Bénin et cherche à comprendre la tolérance affichée par les forces de sécurité publique envers les pratiques violentes des Dambanga. Il met en exergue les facteurs qui favorisent le recours aux chasseurs par les forces de l'ordre et les arrangements qui se développent quotidiennement entre ces deux types d'acteurs dans la lutte contre les coupeurs de route. Les forces de l'ordre trouvent dans leur collaboration avec les Dambanga un moyen de contourner les normes officielles qui entravent leur efficacité dans la lutte contre la délinquance. La délégation tacite de leur pouvoir répressif aux Dambanga, leur permet de se soustraire aux accusations de violation des normes de droit tout en produisant un bien public important : la sécurité des personnes. Loin de caractériser une perte d'hégémonie de l'État dans le domaine du maintien de l'ordre, cette implication informelle des chasseurs néo-traditionnels est plutôt une stratégie locale de construction de l'État contemporain.

This article examines the patterns of collaboration between security forces and hunters' associations (Dambanga) in the fight against crime in Benin and aims to better understand the public security forces' tolerance towards the violent practices of the Dambanga. It highlights the factors that promote the recourse to the neo-traditional hunters by the public security forces and the arrangements developed daily by these two types of actors in the fight against road brokers. These state actors find in their collaboration with the Dambanga a way to bypass official norms that hinder their effectiveness in the fight against crime. The tacit delegation of their repressive power to the Dambanga allows them

to avoid accusations of violation of the legislative norms while producing an important public good: the security of persons. Instead of being viewed as a loss of the State hegemony in the domain of public security, this informal involvement of the neo-traditional hunters should be considered as a local strategy in the construction of the contemporary State.

Introduction

En 2010, le ministre de l'Intérieur béninois effectue une tournée dans le département du Borgou dans une localité frontalière avec le Nigéria. À cette occasion et en présence du commandant de brigade de gendarmerie, le ministre salue les efforts consentis par les chasseurs dans la lutte contre les coupeurs de route. Mais il déplore les exécutions sommaires auxquelles ces chasseurs se livrent. Pour pallier ces abus, il les exhorte à appréhender les auteurs de crimes et à les confier aux institutions pénales compétentes afin que justice soit rendue. Quelques jours après son passage, le chef des chasseurs de la localité est avisé de la présence de bandits sur la route, probablement en train de préparer une opération. Il choisit deux chasseurs et, ensemble, vont informer le commandant de brigade de la gendarmerie. Les trois chasseurs vont sur les lieux, suivis par le commandant de brigade et trois officiers mobilisés en renfort. Les agents de la sécurité publique sont tous revêtus de gilets pare-balles pour leur protection. À quelques mètres du lieu de positionnement des présumés « braqueurs », le chef des chasseurs indique au commandant de brigade l'emplacement des bandits et lui demande des instructions pour les arrêter. Pendant que les forces de sécurité se concertent sur la stratégie d'intervention, les bandits commencent à tirer sur eux. Par réflexe, le commandant de brigade lance le mot d'ordre « à terre » et tous les officiers présents se couchent à plat ventre. Le chef des chasseurs se rapproche alors du commandant de brigade pour lui notifier qu'ils ne pourront pas les arrêter en restant couchés. Le commandant de brigade se relève et ordonne à ses éléments de se replier. En partant, il sort un billet de 10 000 FCFA qu'il remet au chef des chasseurs en lui disant « après on va se voir ». Les chasseurs ont finalement agi seuls. À l'issue de l'opération, les six braqueurs ont été abattus.

Le récit de cette opération conjointe entre la gendarmerie et les chasseurs dans le département du Borgou a été reconstitué à partir d'un témoignage fait au LASDEL¹ et d'entretiens complémentaires réalisés avec le chef des chasseurs en question et plusieurs autres chasseurs appelés localement *Odè* ou *Dambanga*. Lors de mon séjour sur le terrain en avril 2014, ce cas a été plusieurs fois évoqué par eux pour dénigrer les forces de l'ordre et vanter leur propre efficacité. Les actes de violence perpétrés par les *Dambanga* brisent le monopole de la violence légitime détenu par l'État et sont perçus par certains comme des violations des droits de l'homme, inadmissibles dans un État de droit. Dans le département du Borgou, il est pourtant assez fréquent de voir les forces de l'ordre solliciter les chasseurs dans la lutte contre les coupeurs de route. Des faits similaires ont été rencontrés fréquemment sur le terrain, ce qui suscite des interrogations sur les stratégies des représentants de l'État et les arrangements qui se développent entre eux et les chasseurs dans la production de la sécurité et du maintien de l'ordre au niveau local.

Cet article propose une analyse des mécanismes de collaboration quotidienne entre les forces de sécurité publique et les *Dambanga*. Il analyse également le rôle des forces de l'ordre dans la création des conditions favorables à ces pratiques considérées hors normes et les enjeux de cette collaboration. Je soutiens en effet que les forces de l'ordre, dans des situations particulières et pour des questions d'efficacité dans la lutte contre la délinquance, libèrent des espaces d'action extrajudiciaire aux *Dambanga*, leur donnant ainsi la possibilité de transgresser la loi et de violer les droits humains.

L'étude que restitue cet article s'est déroulée dans les communes de Nikki, Kalalé, Pèrèrè et Tchaourou, toutes frontalières avec le Nigéria et reconnues comme le berceau de cette forme d'organisation des chasseurs au Bénin. Issus de méthodes de recherche qualitatives, les matériaux

¹ Je remercie Imorou Abou-Bakari qui a partagé ce témoignage avec les participants lors de la conférence que j'ai animée en 2014 au LASDEL Parakou dans le cadre des animations scientifiques mensuelles que ce laboratoire organise. Je remercie également Bayreuth International Graduate School for African Studies (BIGSAS) qui a gracieusement financé mes séjours de terrain dans le cadre de cette étude.

exploités ici sont une partie des résultats de treize mois d'une enquête de terrain réalisée en deux séjours prolongés, de juin à novembre 2013 puis de février à juillet 2014. La collecte des données a été réalisée sur la base des entretiens formels et informels dans des cadres professionnels et privés avec les *Dambanga*, les forces de l'ordre, les élus locaux, les commerçants. Ces entretiens ont été complétés par l'observation de réunions des chasseurs et des préparatifs de missions d'opération de sécurité réalisées conjointement entre les forces de l'ordre et ces chasseurs néo-traditionnels.

Même si dans la littérature le terme « chasseurs traditionnels » est assez utilisé pour désigner ceux de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Mali organisés en association, il me semble plus adéquat d'attribuer aux *Dambanga* le titre de « chasseurs néo-traditionnels » si on prend en compte leur organisation actuelle et les orientations qu'ils se sont données pour se mettre en valeur dans le contexte sociopolitique actuel. Le caractère néo-traditionnel des *Dambanga* provient du fait qu'il s'agit d'une nouvelle institution créée sous le couvert des chasseurs traditionnels. Ainsi, le rituel d'initiation a connu des modifications et n'est plus le même que celui des chasseurs traditionnels. Ensuite, leur objectif a radicalement changé avec le passage de la chasse aux animaux à la chasse aux délinquants. Enfin, ils sont organisés suivant une double structuration caractérisée par la présence de deux types d'organes dirigeants interdépendants : un organe cultuel qui officie les rituels et assure la continuité des véritables chasseurs traditionnels, et un organe administratif à l'image des associations villageoises promues par les institutions de développement. Par ailleurs, dans leurs discours, les *Dambanga* issus de familles de chasseurs traditionnels n'hésitent pas à l'évoquer pour tenter de distinguer les chasseurs de sang et les chasseurs cooptés. Ainsi, le fait que les *Dambanga* se soient appuyés sur les chasseurs traditionnels pour se constituer ne doit pas d'office supprimer les barrières qui existent entre les chasseurs traditionnels et les *Dambanga*. Par la suite, les termes *Dambanga* et chasseurs néo-traditionnels seront utilisés pour désigner les mêmes acteurs.

Après une première partie consacrée à un bref historique permettant de comprendre l'émergence des *Dambanga* au Bénin, la deuxième partie abordera le contexte de collaboration entre les forces de l'ordre et les

chasseurs. La troisième puis la quatrième partie présenteront le cadre législatif qui définit les possibilités de collaboration entre ces deux groupes d'acteurs et expliqueront les logiques des exécutions sommaires perpétrées par les chasseurs. La conclusion permettra de revenir sur les enjeux du phénomène social des mouvements vigilants comme formes spécifiques d'exécution du pouvoir étatique.

Les *Dambanga* et la sécurité au Bénin : une réponse à la crise de l'État ?

Les groupes de chasseurs vigilants peuvent être définis comme un mouvement constitué par des acteurs volontaires qui visent à lutter contre la criminalité et assurer la sécurité des populations à travers l'usage de la violence (Kirsch et Grätz, 2010 : 5). Au Bénin, la première opération des *Dambanga* remonte à 1997 dans un village de la commune de Tchaourou, Koda. Il s'agit au départ d'une organisation locale et circonstancielle. Elle a vite connu une expansion géographique par son adoption dans les villages environnants et un accroissement numérique. L'avènement des *Dambanga* est lié à la recrudescence des actes criminels sur les axes routiers (phénomène dit des « coupeurs de route ») à laquelle l'État n'a pas apporté de solution satisfaisante. Les chasseurs eux-mêmes établissent une corrélation entre la montée de la criminalité et la création de leur association dans sa forme actuelle. Un *Dambanga* explique comment est apparue leur association :

« Les vols, les vrais bandits, les coupeurs de route ont véritablement pris de l'ampleur dans le Borgou depuis les années 1990 quand le Président Soglo a introduit la dévaluation et les départs ciblés [d'agents de la fonction publique]. Les gens disaient même en son temps que c'est le licenciement des agents de la fonction publique qui est la cause des vols. Voilà que les militaires ne s'occupent pas des voleurs, ni les gendarmes, encore moins les policiers qui sont en ville. Au marché Arzèkè de Parakou, il y a eu plus de six opérations de braquages de "cambistes" [changeurs clandestins] en pleine journée et les policiers ont toujours déserté les lieux. C'est pour cela que les chasseurs qui ne fuient pas face aux coups de feu se sont organisés pour rejouer leur fonction guerrière » (C.D., Parakou le 01/05/2014).

Ces propos, largement partagés par les *Dambanga* rencontrés, présentent leur engagement dans la production de la sécurité comme une réponse sociale à une crise sécuritaire de plus en plus inquiétante, conséquence de la crise économique à laquelle fait face le Bénin (Kougniazondé, 2014 : 23). Avec cette crise, le Bénin a connu une forte dégradation de la sécurité des personnes et des biens, sous les effets conjugués du chômage imposé par les programmes d'ajustement structurel, de la paupérisation croissante et de la prolifération des armes à feu (Kougniazondé, 2014 : 119). Le rapport² de la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères confirme que la crise économique a favorisé l'éclosion du grand banditisme avec usage des armes à feu. Cette insécurité a été entretenue par la défaillance de l'appareil sécuritaire béninois qui, selon Loko (2011 : 22), s'exprime entre autres en termes d'insuffisance des moyens humains, matériels et financiers. En conséquence, les vols à main armée perpétrés sur les axes routiers de grande circulation sont devenus le vécu quotidien des usagers de la route en milieu rural. En raison de l'animation périodique des marchés, les déplacements des commerçants sont connus et offrent des opportunités de braquage. Le commandant de la brigade de gendarmerie de Tchaourou rencontré en 2013 parle d'une moyenne de six braquages par mois dans sa zone de compétence. En 2015, la commune de Kalalé a enregistré treize cas d'actes de ce genre. La lutte contre les coupeurs de route est devenue une préoccupation majeure nécessitant la mobilisation des acteurs étatiques et non étatiques.

Les *Dambanga* voient leur activité dans la sécurité comme la résurrection d'une fonction sociale que les chasseurs traditionnels avaient perdue sous l'effet des transformations sociopolitiques survenues avec l'avènement de la colonisation. Au Bénin, comme ailleurs en Afrique, l'une des missions sociales historiquement reconnues aux chasseurs est d'aider leur communauté à surmonter les dangers qui menacent son existence (Kougniazondé, 2014). Leur image demeure toujours associée à celle du guerrier (Kedzierska-Manzon, 2014 : 69) dans son double rôle de protecteur et de conquérant. Les chasseurs néo-traditionnels du Bénin ont

² Lettre n° DSP/108/RAF/88/006 du 19 mai 2003.

organisé les 18 et 19 juillet 2003 le congrès constitutif de la Fédération des associations des chasseurs des départements du Borgou, des Collines et de la Donga. Depuis lors, ils sont engagés dans la production de la sécurité publique, soit depuis plus d'une quinzaine d'années. Avec un effectif de plus de 8 200 personnes³, on les retrouve dans tous les villages (administratifs) de ces départements. Ils constituent un groupe hétérogène composé d'hommes et de femmes âgés d'au moins dix-sept ans. L'association des *Dambanga*, au départ, était l'apanage des chasseurs traditionnels historiquement habitués à l'usage des armes à feu et ayant la maîtrise des secrets de la brousse. Elle s'est par la suite ouverte à toute personne qui se sent capable de supporter les exigences de la corporation. Le courage, la détention de pouvoirs mystiques et la connaissance des activités de brousse constituent les qualités de base favorables à l'intégration dans le groupe.

Initialement investis dans la lutte contre les coupeurs de route, les *Dambanga* sont devenus polyvalents et interviennent également dans : le recouvrement des taxes à la demande des autorités communales, la lutte contre le trafic des enfants sur sollicitation de certaines organisations des droits de l'enfant, la protection de l'environnement en appui aux agents forestiers dans la lutte contre l'exploitation illégale des forêts, et l'escorte des commerçants qui les sollicitent pour assurer leur sécurité au cours de leurs déplacements les jours de marchés. Malgré leur présence dans ces différents domaines, leur rôle d'auxiliaires des forces de sécurité publique n'est pas reconnu officiellement. Ils négocient d'ailleurs en permanence cette reconnaissance sur la base de plusieurs stratégies (Abou Moumouni, 2017). Cependant, ils bénéficient d'une certaine légitimité puisque les discours politiques des acteurs gouvernementaux les encouragent dans la lutte contre les coupeurs de route. Les ministres de l'Intérieur qui se sont succédé ont recommandé la restructuration de leurs associations en respectant le découpage territorial communal pour mieux les contrôler, la

³ Il s'agit de ceux qui sont enregistrés jusqu'en août 2014 dans le registre gardé par le secrétaire général de la Fédération des associations de chasseurs de Borgou, Collines et Donga. Si l'on tient compte des autres départements, notamment Alibori et Atacora, l'effectif est en fait plus important.

mise en place des barrages anti-braquage sur certains axes routiers et leur intégration dans les comités locaux de sécurité. Au départ, les *Dambanga* se sont constitués en une organisation qui ne tient pas compte des découpages administratifs (Abou Moumouni, 2017). Ces recommandations ont constitué un tremplin pour des possibilités de collaboration avec les forces de l'ordre. Les chasseurs néo-traditionnels sont devenus indispensables dans la lutte contre les délinquants et, en conséquence, des formes d'alliance et d'arrangement entre eux et les forces de l'ordre se sont développées.

L'incorporation des *Dambanga* dans la production de la sécurité publique

L'incorporation des *Dambanga* dans la production de la sécurité publique et du maintien de l'ordre peut être inscrite dans le cadre général du recours à des acteurs civils par les représentants de l'État dans l'exercice de leur fonction. Cette pratique presque générale des agents de l'État (elle est aussi observable dans les domaines de l'éducation, de la santé) est gouvernée par de nombreux facteurs tels que l'insuffisance de ressources humaines, matérielles et financières qui ne favorise pas leur efficacité dans la production de services attendus d'eux. Dans le domaine de la sécurité publique et du maintien de l'ordre, les arguments souvent avancés mettent en avant les carences des corps constitués. Beek (2010 : 287) note par exemple le manque de légitimité et de connaissance des lieux qui oblige les policiers ghanéens à recourir aux *friends of the police* qui sont des réseaux d'informateurs issus de la population et mis à contribution dans le cadre des investigations policières. Dans le contexte ivoirien, la crise de l'État et l'affaiblissement de son système sécuritaire sont les arguments avancés pour justifier l'intervention des chasseurs *dozos* dans la production de la sécurité. En ce sens, Hellweg (2001 : 1) explique l'intervention des *dozos* par l'échec de la police à faire face à la vague de criminalité nationale. Koné la considère comme une réponse à l'appel lancé aux populations par les autorités étatiques face à la montée d'une criminalité que les forces de l'ordre n'arrivent plus à contenir. Les *dozos* ont été invités à participer auprès des forces de l'ordre à la sécurité des populations (Koné, 2013 : 4). Dans le contexte béninois, Badou soutient

l'argument du sous-effectif qui pousse les brigades et commissariats dans les communes frontalières à recourir à des brigades civiles (Badou, 2013 : 85).

Sans remettre en cause ces arguments, le récit proposé en début d'article fournit des facteurs explicatifs complémentaires. Le comportement du commandant de brigade et de ses collègues, qui consiste à fuir l'affrontement avec les bandits, présente l'image d'un corps qui n'a pas les capacités techniques adéquates pour faire face aux malfrats. Le fait de laisser les chasseurs néo-traditionnels affronter seuls ces derniers est une sorte d'aveu de cette défaillance. Les braqueurs professionnels associent à leur arsenal quasi-militaire des pratiques magiques pour renforcer leur invulnérabilité. Ces pratiques peuvent intégrer le recours à la consultation occulte auprès des devins ou marabouts pour prendre connaissance du degré de chance de réussite de l'opération ou encore le port des amulettes pour se rendre invulnérables aux armes. Certains mettent en œuvre des techniques de disparition par magie, pour échapper à leurs traqueurs (Kougniazondé, 2014 : 147). Chaque fois qu'une bande de criminels est appréhendée, l'arsenal retrouvé en leur possession révèle l'existence de talismans et les investigations indiquent la présence de marabouts ou de féticheurs dans le réseau. Le recours aux procédés magiques par les bandits semble être une de leurs caractéristiques⁴.

À en croire leurs discours, les chasseurs néo-traditionnels attribuent leur efficacité reconnue dans la recherche et l'appréhension des coupeurs de route non seulement à leur large couverture territoriale, mais aussi à l'usage du magico-religieux qui défie l'arsenal des bandits. Rituels et sacrifices font partie de leurs pratiques quotidiennes aboutissant à l'acquisition de pouvoirs mystiques qui leur permettent, disent-ils, d'être invulnérables aux armes à feu. Ils doivent aussi leur efficacité à leur capacité à débusquer les braqueurs. Par des procédés ésotériques spécifiques opérés sur du sable prélevé sur les empreintes des pieds des

⁴ Partant du contexte camerounais, Seignobos (2011 : 56) estime qu'une partie du budget des bandes armées est destinée à « l'achat de complicité et des protections occultes auprès des *mallum* chapelains travaillant à conforter les entreprises de crime ».

bandits ou sur des objets oubliés sur les lieux de l'opération, les *Dambanga* disent pouvoir retrouver facilement les malfrats en cavale en identifiant la direction de leur fuite, en arrêtant leur progression ou en les désorientant. Cette capacité opérationnelle manque aux forces de l'ordre qui sont en situation d'inégalité face aux malfrats. En conséquence, les professionnels de la sécurité nourrissent implicitement des sentiments d'infériorité vis-à-vis des bandits et manifestent une réticence à mener une battue. Ils sollicitent donc les *Dambanga* pour accomplir ces missions. Ils camouflent ainsi leurs carences tout en rendant possible malgré tout une sécurisation de la zone.

Le recours aux *Dambanga* en matière de maintien de l'ordre est aussi alimenté par des contraintes structurelles. Parlant de l'utilité des *Dambanga*, le commandant de brigade de Kalalé indique que :

« S'il y a des infractions commises, ils [les Dambanga] arrivent souvent à mettre la main sur les délinquants. Et nous-mêmes, il nous arrive des fois de les inviter à nous aider. Quand par exemple il y a un fait à 65 kilomètres d'ici, vous comprenez qu'il nous sera très difficile d'arriver là avant deux heures de temps. Donc, quand il y a un fait dont nous sommes informés, il suffit de contacter leur responsable dans la localité, il mobilise ses gens et ils arrivent à maîtriser les délinquants » (C.B., Kalalé le 05/06/2013).

La grande superficie des communes, la dégradation des voies d'accès aux différentes localités, l'insuffisance et parfois l'état défectueux des moyens roulants et le sous-effectif, sont autant de problèmes qui empêchent les forces de sécurité publique de répondre de façon satisfaisante à la demande de protection des populations. Évoquant une norme optimale de surveillance de 360 à 400 habitants pour un agent de la force publique (Bayala, 2011 : 57), le commandant de brigade de Kalalé me confie par exemple que, dans sa zone de compétence, le ratio gendarme/population est d'environ un agent de sécurité pour plus de 2 000 habitants, avec des localités distantes en moyenne de dix à vingt-cinq kilomètres, souvent difficiles d'accès. Pour s'adapter à ces difficiles conditions de travail et répondre aux sollicitations des populations, le recours aux *Dambanga* est une alternative appréciée. Dans les villages excentrés, ils sont considérés, de fait, comme les relais des forces de sécurité publique. Comme l'indique la déclaration du commandant de

brigade, dans ces villages, les *Dambanga* procèdent aux arrestations et présentent les auteurs de délits à la brigade de gendarmerie, ou parfois rendent justice en lieu et place des forces de l'ordre. Dans les cas de larcins, d'escroqueries, de conflits mineurs ou autres formes légères de délits, les gendarmes confient l'arrestation des auteurs aux *Dambanga* par une sorte de délégation de pouvoir.

Par ailleurs, la faible connaissance de l'environnement social et de l'environnement naturel par les gendarmes est un facteur qui justifie le recours aux *Dambanga*. La durée moyenne de séjour à un poste pour un agent de la gendarmerie ou de la police est de deux à trois ans. Ce court séjour ne leur donne pas l'occasion d'avoir une bonne connaissance de leur environnement de travail. Une fois leur opération terminée, les bandits détalent souvent en se dirigeant vers les profondeurs de la brousse. Dans ces conditions, seule une battue peut permettre de les retrouver. Du fait de leur méconnaissance du terrain, les forces de l'ordre confient cette responsabilité aux *Dambanga*. Cette forme d'arrangement est connue de tous. Un procureur de la République en témoigne en insistant sur le manque de moyens et de formation des forces de l'ordre :

« Lorsqu'il y a braquage même à quelques kilomètres seulement, on apprend que les délinquants sont déjà partis avant l'arrivée des gendarmes et le compte rendu qui suivra, est connu d'avance. Ils disent qu'ils n'ont pas les moyens. Mais il faut dire aussi qu'ils sont défaillants. [...] Les officiers de police judiciaire (OPJ) du Bénin ne parlent de battue que quand les braqueurs sont partis loin. Et quand il y a battue, souvent ce sont les chasseurs traditionnels qui connaissent un peu le terrain qui font ça. Donc manque de moyens oui ; mais aussi manque de formation. Ce sont les deux causes principales qui justifient la forte sollicitation par les OPJ, et en toute illégalité bien évidemment, des chasseurs traditionnels qui eux-mêmes au lieu de dire non, s'y mettent et ça donne lieu à des abus » (T.S., Djougou le 06/11/2013).

Les exécutions sommaires par les *Dambanga* : des pratiques illégales mais tolérées

Cette incorporation des *Dambanga* dans la production de la sécurité a des implications en termes de respect des droits humains. De par leur mode

opérateur, les chasseurs sont étiquetés comme des acteurs qui pratiquent régulièrement des exécutions sommaires des auteurs de braquage et qui, de ce fait, défient en permanence le respect des droits de l'homme. Ce reproche est récurrent et relayé par les autorités étatiques. C'est en ce sens que le ministre que j'évoquais plus haut a exhorté les chasseurs à abandonner cette pratique. Selon lui, ils doivent arrêter les délinquants et les confier aux instances compétentes afin que justice soit rendue.

Au Bénin, l'article 8 de la Constitution du 11 décembre 1990 stipule que « la personne humaine est sacrée et inviolable. L'État a l'obligation absolue de la respecter et de la protéger ». L'article 15 du même texte indique que « tout individu a droit à la vie, à la liberté, à la sécurité, et à l'intégrité de sa personne ». Ces dispositions ne font l'objet d'aucune restriction et de ce fait concernent aussi les auteurs de vols à main armée. En tant que garant de l'ordre étatique, les forces de l'ordre ont l'obligation de veiller au respect de ces dispositions constitutionnelles. Les défenseurs des droits de l'homme fustigent le fait que ces agents de l'État sont en fait les auteurs d'actes de torture⁵ et que les brigades de gendarmerie et de police soient devenues des lieux de violation de l'intégrité physique des personnes. Ils s'indignent aussi de la faible répression des dérives de ces agents de l'État malgré la disposition de l'article 19 de la Constitution qui stipule que :

« tout individu, tout agent de l'État qui se rendrait coupable d'acte de torture, de sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soit de sa propre initiative, soit sur instruction, sera puni conformément à la loi ».

Ces dispositions contrastent avec la volonté populaire qui visiblement se rapproche de l'esprit de la loi du talion, comme l'indiquent ces propos du président des *Dambanga* de Gawézi : « [...] puisque ces bandits n'hésitent pas à tuer leurs victimes, il n'y a pas de raison d'avoir pitié d'eux ». La répression violente des délinquants semble jouer une double

⁵ Ils reconnaissent y avoir recours pour obtenir des résultats, voir sur le sujet Sottas et Mützenberg (2004 : 35).

fonction : compenser la souffrance morale des victimes et prévenir les velléités de nouvelles opérations par les délinquants.

Dans les faits, ces exécutions sont perpétrées dans des circonstances qui n'offrent habituellement pas d'autres possibilités dans la mesure où, selon les chasseurs, les auteurs d'actes criminels en cavale n'hésitent pas à tirer sur leurs poursuivants pour leur échapper. Dans ces conditions, vouloir les arrêter devient une option suicidaire. Par ailleurs, ces exécutions interviennent avec la complicité des forces de l'ordre. La pratique de la délégation ponctuelle de pouvoir qui accompagne la collaboration entre les forces de l'ordre et les chasseurs aboutit à la libération d'espaces d'action pour les *Dambanga*. Dans l'exemple relaté en début d'article, le commandant de brigade invite ses collègues à se replier pour laisser les chasseurs agir en toute liberté. On peut imaginer qu'il connaissait d'avance la manière dont l'intervention des chasseurs allait se terminer et qu'il l'approuvait. Aucun des chasseurs ayant participé à cette opération n'a été poursuivi pour homicide volontaire. Cette répression violente de la délinquance opérée par les *Dambanga* rencontre, on l'a dit, l'approbation populaire (Kougniazondé, 2014 : 162). Les populations supportent en effet très mal certaines décisions de justice qui consistent à relaxer les auteurs présumés de méfaits sous prétexte d'absence de preuves matérielles.

En dépit de la violence et des abus qui accompagnent les actions des *Dambanga*, la liberté qui leur est accordée dans la lutte contre les coupeurs de route peut aussi être perçue comme une stratégie de contournement des obstacles juridiques. Les forces de l'ordre trouvent dans leur collaboration avec les *Dambanga* un moyen de se soustraire aux accusations de violation des droits de l'homme tout en satisfaisant aux besoins de sécurité des populations. Bierschenk (2016 : 166) identifie deux dimensions de la pratique policière. La première est relative à l'application des normes étatiques. Dans ce contexte, les forces de l'ordre ont l'obligation de respecter les dispositions légales. La seconde dimension du travail policier consiste en la création d'un ordre social et d'une paix sociale, et l'approbation tacite des actes de violence des *Dambanga* peut être interprétée comme une obligation professionnelle liée à la recherche d'efficacité dans le travail de maintien de l'ordre. C'est l'une des raisons pour lesquelles les forces de sécurité développent des formes de

« solidarité stratégiques » avec les chasseurs (Abou Moumouni, 2017 : 113) en les protégeant en cas d'exécution de présumés bandits. Elles falsifient les procès-verbaux en endossant la responsabilité des exécutions perpétrées par les chasseurs, en les qualifiant de légitime défense ou en indiquant que c'est la vindicte populaire qui a eu raison des bandits.

Le cadre ambigu de la collaboration entre forces de l'ordre et *Dambanga*

La collaboration entre les forces de l'ordre et les chasseurs est marquée par l'absence de cadre légal clairement défini précisant les prérogatives des *Dambanga* dans la coproduction de la sécurité. La collaboration se fait dans un cadre législatif flou. L'idée de la collaboration entre les acteurs civils et les forces de sécurité publique dans le domaine sécuritaire est posée en filigrane par le Code de procédure pénale en vigueur au Bénin. Il stipule dans son article 73 que :

« dans les cas de crime ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour en appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche ».

Cette disposition semble autoriser, dans des circonstances données, tout citoyen à participer à l'arrestation d'un présumé auteur de crime.

En marge de cette disposition, la décentralisation entamée depuis 2003 apparaît comme l'une des réformes prônant implicitement la coproduction de la sécurité publique. Elle offre aux collectivités locales des marges de manœuvre pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens sur leur territoire. L'article 76 de la loi n° 97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin stipule que « le maire est chargé de la police administrative dans la commune »⁶. Les

⁶ Les actes de police du maire concernent entre autres tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places, quais et voies publiques ; le maintien de l'ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements ; le soin de faire réprimer les atteintes à la tranquillité publique ; le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des

interprétations de cette disposition par les autorités municipales des communes rurales ont abouti à des prises d'arrêtés communaux en vue de l'installation des brigades civiles de sécurité. Cependant, pour rester conformes à la politique nationale et pour éviter les dérapages, les autorités municipales ont rarement mis en place de façon effective ces brigades civiles de sécurité. Contrairement à la police municipale dont il a autorisé l'installation, l'État estime que ces brigades civiles posent le problème du respect des libertés individuelles dans un pays de droit. En conséquence, il ne cherche pas à favoriser leur création, même s'il déclare vouloir accompagner la volonté d'honnêtes citoyens de s'organiser pour empêcher les crimes et délits sur leur territoire (MISPC, 2012 : 15).

Le devoir constitutionnel d'offrir la sécurité à tout citoyen a conduit le gouvernement à prendre le décret n° 2008-735 du 22 décembre 2008 portant approbation de la Politique nationale de sécurité dont les grandes orientations intègrent la contribution des acteurs civils au renforcement de la sécurité publique au Bénin. Cette décision politique s'inscrit dans le cadre de la recherche des voies et moyens pour assurer de façon optimale la sécurité aux citoyens (MISPC, 2012 : 5). L'option d'impliquer les acteurs civils dans la production de la sécurité publique est justifiée par une prise de conscience au niveau du gouvernement de l'impossibilité pour les forces de l'ordre, de mener toutes seules une lutte efficace contre l'insécurité. Pour asseoir le cadre formel d'une telle collaboration, un forum national sur la sécurité publique a été organisé par le ministère de l'Intérieur le 20 décembre 2011. L'une des recommandations de ce forum a été la mise en place des comités locaux de sécurité (CLS) qui réunissent différents acteurs dont les chasseurs. Cette recommandation a été

personnes ou la conservation des propriétés. La concrétisation de cette disposition s'est traduite par l'adoption en conseil des ministres le 4 février 2009, d'un décret (le décret n° 2009-027 du 4 février 2009 portant modalités d'exercice des pouvoirs de police administrative du maire dans les communes à statut particulier en République du Bénin) autorisant l'installation de la police municipale uniquement dans les trois communes à statut particulier (Cotonou, Parakou et Porto-Novo).

entérinée par un arrêté interministériel⁷ qui précise que le comité local de sécurité est un organe de veille sécuritaire au niveau de l'échelon concerné et non une unité opérationnelle habilitée à mener des opérations sur le terrain. Dans un contexte où il est impossible aux forces de sécurité publique d'être partout au même moment pour contenir l'insécurité, le ministre de l'Intérieur considère les comités locaux de sécurité comme ayant le devoir et le pouvoir particuliers de contribuer à garantir la sécurité (MISPC, 2012 : 12). Ils apparaissent donc comme le cadre formel de la coproduction de la sécurité publique. Malgré la forte médiatisation des différentes activités qui ont précédé la mise en place des CLS, ces comités n'ont duré que peu de temps. Dans le département du Borgou, les CLS n'ont pas été visibles et se sont presque confondus avec les associations de chasseurs dont les actions sont assez régulières. Pourtant, on l'a dit, ces dernières ne sont pas reconnues en tant qu'auxiliaires des forces de l'ordre même si elles jouent pleinement ce rôle dans la pratique. Aucun texte juridique ne donne aux *Dambanga* le droit de procéder à des arrestations, encore moins d'exécuter les auteurs de braquage. Ceux qui ont tendance à les impliquer dans l'offre des services de sécurité leur attribuent le rôle d'informateurs des agents de sécurité. Le contenu de la collaboration ferait obligation aux acteurs impliqués de s'informer sur les repères de malfrats et d'en informer les forces de sécurité, de les alerter en cas d'identification de personnes suspectes et de dénoncer à la police ou à la gendarmerie tous crimes ou délits commis ou en voie de l'être (MISPC, 2012 : 25-26). Les forces de l'ordre profitent des moindres marges de manœuvre offertes par les textes juridiques pour maintenir la collaboration. Ainsi, pour impliquer les *Dambanga* dans les opérations de terrain, elles se réfèrent à l'article 73 du Code de procédure pénale. Le domaine de la collaboration entre les forces de sécurité publique et les chasseurs revêt ainsi un caractère complexe dominé par des jeux de complicité et de camouflage.

Malgré l'ambiguïté du cadre formel de cette coproduction, la collaboration entre les forces de l'ordre et les *Dambanga* se maintient

⁷ Arrêté interministériel n° 143/MISPC/MDGLAAT/DC/SGM/DGPN/SA du 10 Août 2012 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des comités locaux de sécurité en République du Bénin.

parce qu'elle semble produire des effets positifs et profiter à chaque partie. La déclaration du commandant de brigade de Tchaourou est assez édifiante de ce point de vue. Rencontré en 2013, il note que :

« La collaboration se manifeste en la recherche de renseignements et la poursuite des malfrats en flagrant délit de braquage ou de vol. Elle consiste aussi à renforcer les forces de l'ordre dans certaines enquêtes très difficiles surtout en ce qui concerne le grand parcours des terrains qui ne sont souvent pas maîtrisés par les forces de l'ordre. Il faut aussi dire que ces gens [Dambanga] sont plus proches de la population et, avec eux, les gens sont plus rassurés de ce qu'ils peuvent dormir en paix. Pour les populations qui sont à plus de 50 kilomètres de la brigade, venir se plaindre à la brigade ou en cas de flagrant délit venir informer la brigade, c'est donner du temps aux malfrats de fuir. Et comme les chasseurs sont proches d'eux, ils vont se plaindre vers eux. Seulement, certains parmi eux exagèrent parce qu'ils s'érigent en procureur et peuvent même donner des peines correctionnelles. Ils peuvent faire venir certains présumés auteurs et leur faire subir leurs propres peines. Aussi, il y a certains chasseurs qui font des simulations pour régler des comptes personnels » (C.E., Djougou le 13/02/2014).

Cette affirmation révèle plusieurs types d'avantages liés à cette collaboration. D'abord, l'intégration des *Dambanga* dans la production de la sécurité contribue, selon les forces de l'ordre, à rehausser le niveau de quiétude des populations qui ont difficilement accès aux services des forces de l'ordre. Leur présence active sur le terrain est perçue par les populations comme un moyen dissuasif pour réduire les velléités d'actes criminels des bandits. Le rôle palliatif que jouent les *Dambanga* permet de soulager les peines de ces populations. Ils sont d'accès facile, bon marché et fournissent des services efficaces. Cette collaboration profite également aux *Dambanga* parce qu'elle rehausse leur prestige social. En leur confiant des missions de sécurité publique par le jeu de délégation partielle de pouvoir et en les soutenant tacitement dans leurs actes de violence, les gendarmes renforcent la légitimité sociale des *Dambanga* et rehaussent leur image au niveau local. Ces derniers mobilisent alors ces atouts et cherchent à imiter les gendarmes. Loin d'être de simples mots ou slogans,

les expressions telles que « *les gendarmes sont nos chefs* » ou, « *nous sommes les gendarmes des délégués*⁸ » prononcées par les *Dambanga* sont assez évocatrices de la place qu'ils estiment occuper dans la configuration des acteurs de la sécurité locale.

Enfin, les forces de l'ordre trouvent deux types d'avantages à cette collaboration. D'une part, les *Dambanga*, en jouant le rôle de relais des forces de l'ordre, aident à réduire l'effet négatif de l'insuffisance des moyens humains et matériels et à juguler les contraintes liées à la faible connaissance de l'environnement. D'autre part, l'usage des *Dambanga* les aide à résoudre le dilemme existant entre respect des textes de loi et recherche de sécurité, le respect des normes juridiques contrastant souvent avec l'efficacité dans le processus de lutte contre l'insécurité. Il se développe alors entre ces acteurs une complicité qui se manifeste par des formes de tolérance envers les pratiques violentes des chasseurs qui elles-mêmes répondent aux violences des coupeurs de route. C'est ce que Buur (2010 : 34) appelle « l'ignorance stratégique ». Au cours d'une discussion informelle sur l'utilité des *Dambanga* dans la production de la sécurité publique et les exécutions sommaires qui leur sont attribuées, un commandant de brigade de gendarmerie qui a requis l'anonymat conclut en ces termes :

« Il faut montrer à ces délinquants qu'il y a plus fou qu'eux. C'est le seul message qu'ils comprennent et qui leur fait peur. Parfois il y a de grands récidivistes qui deviennent un danger pour la société et la solution est qu'il faut finir avec eux une fois pour de bon. La décision se prend au sommet⁹. Dans ce cas dès que vous arrêtez un tel acteur, on vous demande de repartir en mission et là on finit avec lui » (B.D., Abomey-Calavi le 10/03/2016).

⁸ Les délégués sont officiellement connus sous l'appellation de chefs de village.

⁹ Le sommet auquel fait allusion le commandant de brigade en question n'est pas déterminé. Il peut s'agir de responsables au niveau départemental (qui l'inclut personnellement), ou au niveau communal.

Conclusion

Cet article a analysé les logiques de la collaboration entre les forces de l'ordre et les *Dambanga* ainsi que celles des actes d'exécution sommaire qui sont de façon récurrente reprochés aux chasseurs. Dans la littérature, ces pratiques de répression violente sont interprétées comme la manifestation d'un besoin d'ordre adapté aux attentes des populations (Brown, 1975 : 96 ; Goldstein, 2003 : 23), ou comme le produit de l'absence d'un véritable établissement du monopole de la force par l'État (Berg et Wendt, 2011 : 6). Mais, en tenant compte des formes réelles de collaboration qui existent entre les forces de l'ordre et les *Dambanga*, on ne peut que donner raison à Kirsch et Grätz (2010 : 9) qui invitent à relativiser le fait de considérer ces actes comme contribuant à la crise de l'État.

Face aux carences qu'ils connaissent en termes de moyens humains et matériels, face au déséquilibre de l'armement, face aux contraintes à l'action que leur imposent les règles de l'État de droit, les forces de l'ordre intègrent les *Dambanga* dans leurs stratégies d'action, dans une logique de coproduction de la sécurité publique. Les arrangements mis en évidence ici relèvent de l'ordre des stratégies locales des forces de l'ordre pour juguler les problèmes de sécurité et participent de ce fait de la construction de l'État en lui permettant de mieux assurer son rôle de garant de la sécurité. Dans ces arrangements, les agents de l'État procèdent à une sorte de hiérarchisation des acteurs en mettant les acteurs civils sous tutelle. Dans les relations professionnelles qui lient les *Dambanga* et les représentants de l'État, ces derniers ont toujours marqué leur suprématie. Les *Dambanga* n'ont jamais contesté ou remis en cause l'autorité ou la souveraineté de l'État. Ils reconnaissent et assument plutôt leur subordination aux forces de l'ordre ainsi qu'aux autorités communales. C'est en ce sens qu'ils disent que les gendarmes sont leurs chefs. Par ailleurs, la suprématie des représentants de l'État se manifeste à travers l'institution d'une obligation de compte rendu que les *Dambanga* se doivent de respecter et qui les contraint à informer les autorités locales (commandant de brigade, maire ou chef d'arrondissement, ou chef de village) de toute opération de recherche de voleurs présumés (Abou Moumouni, 2017).

Malgré les dénonciations dont ils sont objets, les *Dambanga* sont toujours en activité sous le regard permissif des représentants de l'État. Si ces pratiques « d'auto-justice » et de transgression de la loi persistent, c'est parce qu'elles sont tacitement approuvées par l'État local qui, dans une certaine mesure, les considère comme utiles dans la production de la sécurité. La violence des *Dambanga* est d'ailleurs mobilisée comme moyen dissuasif pour faire respecter l'ordre étatique. C'est ce qui justifie aussi leur implication dans le recouvrement des taxes, la lutte contre le trafic des enfants et l'exploitation illégale des forêts. La lutte contre le banditisme, et plus largement le secteur de la sécurité, relève ainsi en pratique d'une coproduction entre acteurs étatiques et non étatiques. Les interventions des *Dambanga* peuvent être perçues comme une forme spécifique d'exécution du pouvoir étatique et perdureront certainement tant que l'autorité de l'État béninois ne sera pas mieux assurée par ses institutions propres.

Bibliographie

- ABOU MOUMOUNI I., 2017, « L'offre informelle de la sécurité publique au Bénin : L'instrumentalisation des groupes d'autodéfense par l'État », *Déviance et Société*, 41(1) : 91-119.
- BADOU A.O., 2013, « La gouvernance des parcours professionnels des policiers et gendarmes au Bénin (1894-2011) », Thèse de doctorat, université Johannes Gutenberg, Mainz, multigr.
- BAYALA J.P., 2011, « Le Burkina Faso », in BRYDEN A. et N'DIAYE B. (éds), *Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'ouest francophone : bilan et perspectives*, Genève : 47-74.
- BEEK J., 2010, « Étiqueter les "déviant" : le travail des policiers au Nord-Ghana », *Déviance et Société*, 34(2) : 279-290.
- BERG M. et WENDT S. (éds), 2011, *Globalizing Lynching History. Vigilantism and Extralegal Punishment from an International Perspective*, New York, Palgrave Macmillan US.
- BIERSCHENK T., 2016, « Police and State », in BEN B., JAUREGUI B., LOADER I. et STEINBERG J. (éds), *The SAGE Handbook of Global Policing*, London, SAGE Publications : 155-178.

- BROWN R.M., 1975, *Strain of violence. Historical studies of American violence and vigilantism*, New York, Oxford University Press.
- BUUR L., 2010, « Domesticating Sovereigns: The changing nature of Vigilante Groups in South Africa », in KIRSCH T.G. et GRÄTZ T. (éds), *Domesticating vigilantism in Africa*. Woodbridge Suffolk, Rochester N.Y James Currey : 26-50.
- GOLDSTEIN D., 2003, « "In our own hands". Lynching, justice, and the law in Bolivia », *American Ethnologist*, 30(1) : 22-43.
- HELLWEG J., 2011, *Hunting the ethical state: The Benkadi movement of Côte d'Ivoire*, Chicago, University of Chicago Press.
- KEDZIERKA-MANZON A., 2014, *Chasseurs mandingues. Violence, pouvoir et religion en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala.
- KIRSCH T.G. et GRATZ T., 2010, *Domesticating vigilantism in Africa*, Woodbridge Suffolk, Rochester N.Y James Currey.
- KONE F.R., 2013, « Les Chasseurs Traditionnels Dozo dans le système sécuritaire ivoirien : les enjeux d'une présence dans l'espace public », connexion ivoirienne.net, multigr.
- KOUGNIAZONDE C., 2014, *Sécurité publique et confréries de chasseurs en Afrique de l'Ouest : cas du Bénin*, Cotonou, Friedrich-Ebert-Stiftung.
- LOKO C.T., 2011, « Le Bénin », in BRYDEN A. et N'DIAYE B. (éds), *Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'ouest francophone : bilan et perspectives*, Genève : 19-46.
- MISPC, 2012, *Manuel sur la participation des acteurs civils au renforcement de la sécurité publique au Bénin. Les bases de la coproduction de la sécurité publique au Bénin*, Cotonou, Éditions Sinai.
- SEIGNOBOS C., 2011, « Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun : coureurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo », *Afrique Contemporaine*, 239(3) : 37-59.
- SOTTAS E. et MUTZENBERG P., 2004, *La violence étatique au Bénin*. Un rapport alternatif présenté au comité des droits de l'homme des Nations Unies et les observations finales du comité, O.M.C.T., multigr.

Issifou Abou Moumouni est doctorant
Bayreuth International Graduate School of African Studies (BIGSAS)
université de Bayreuth (Allemagne)
E-mail : issifouboro@yahoo.fr